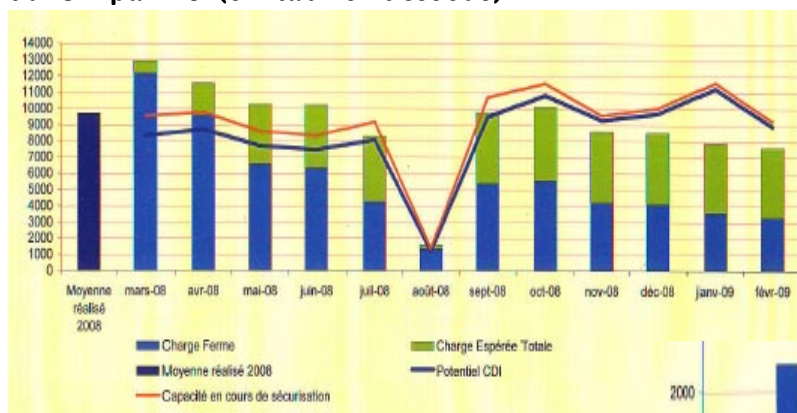


Tulle le 28/03/08

Comité d'établissement du 27 mars 2008 : Rigueur, maîtrise, investissements et commerce sont les piliers du redressement de la situation !

Pour raisons de disponibilité du responsable financier, ce comité d'établissement s'est déroulé en deux temps. Les points relatifs aux résultats 2007, au budget 2008 et taux d'unité d'oeuvre de Nexter Mechanics ont été traités le mercredi 26, les autres points jeudi 27. La tendance qui ressort de ce CE est que les résultats s'amélioreraient en termes de délais, qualité et rigueur de fonctionnement. Cette tendance doit nous aider à reconquérir la confiance des clients qui nous observent mais il faut y associer des investissements et le renforcement du commerce sans plus tarder. L'opération «de chirurgie analytique» du service finances pour aller chercher dans le détail les dysfonctionnements et mettre en place une organisation et une rigueur capable de nous aider à redresser la barre montre à quel point le PSE et les effets multiples qu'il a induit nous ont conduits dans une dérive jusque là jamais connue.

♦ **Plan de charge et CA : Répondant à notre demande, la direction présente la charge et le suivi du CA par BU (cf. tab. ci-dessous)**

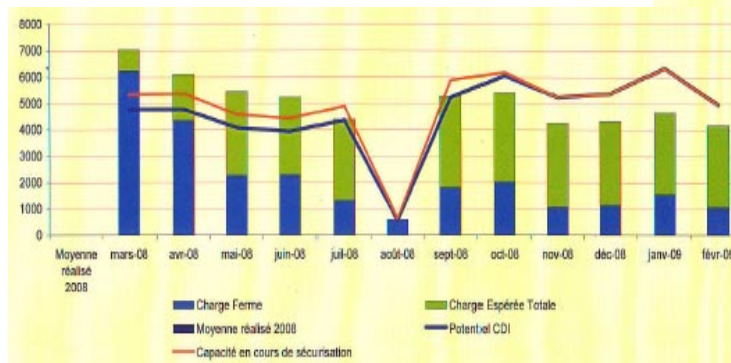


Charge Nexter Mechanics globale (Prod + études)
 Potentiel CDI : 100900 h + renfort 8696 h = capacité en cours de sécurisation
 Ferme : 66290 h
 Espérée : 40900 h
 Ecart charge total / potentiel : - 2400 h
 Prises de cdes cumulées : en retard de 1000 KE
 Chiffre d'affaires cumulé : en retard de 900 KE

Charge BU MCO/APC



Potentiel CDI : 12800 h + renfort 195 h = capacité en cours de sécurisation
 Charge ferme : 15600 h
 Prises de commandes cumulées : retard / objectifs : 200 KE
 Chiffre d'affaire : retard/objectifs : 740 KE
 Commentaires : charge espérée en attente de contrats rétrofit Famas surbaissé et série Félin.



Charge Usinage/TTS

Potentiel CDI : 55722 h + renfort 3560 h = capacité en cours de sécurisation
 Charge ferme : 25660 h
 Charge espérée : 31240 h
 Ecart charge/potentiel - 2380 h
 Prises de commandes cumulées : retard de 300 KE/objectifs
 Chiffre d'affaire : retard de 80 KE/objectifs
 Commentaires : Il est constaté du mieux, il faut poursuivre en accentuant la rigueur vers les fournisseurs et la planification de la charge atelier pour rassurer les clients qui nous observent avant de nous passer des affaires.



Charge BU Ingénierie (production + études)

Potentiel CDI : 32384 h + renfort : 4932 h = capacité en cours de sécurisation

Charge ferme : 25025

Charge espérée : 9673 h

Ecart charge / potentiel : - 2630 h

Prises de commandes cumulées : retard de 300 KE

Chiffre d'affaire : < objectifs de 10 KE

Commentaires : les contrats sur les réservoirs AFSYS sont signés. D'autres affaires s'annoncent favorablement.

◆ Situation des effectifs à fin février

Par type de contrat nous avons sur 160 effectifs Nexter, 144 CDI, 17 CDD. S'ajoutent 12 intérim ce qui donne un effectif opérationnel de 172 personnes.

Usine de Bar : 7 CDI et 3 intérimaires.

Les mouvements en janvier : Départ de 1 CDI cadre et 2 intérimaires.

BU	MOD	MOI	MOS	Total	appr	cad	Etam	Ouv
Support	1	0	16	17	1	3	12	2
Ingénierie	21	10	2	33	0	13	8	12
MCO	7	8	3	18	0	6	4	18
Usinage TTS	62	27	3	92	8	6	18	68
Total Nexter	91	45	24	160	9	28	42	90
Bar			7	7		0	3	4
Non à dispo	1	0	0	1				1
Préretraites	0	0	41	41		3	16	22
Total effectif	92	45	72	209		31	61	117

Recrutements en cours :

10 postes sont ouverts, pour la plupart des ingénieurs, en commerce, ingénierie, finances, achats, études et hydraulique, responsable qualité à la BU MCO/APC.

Globalement les recrutements se précisent où sont réalisés depuis peu. D'autres vont l'être début avril, notamment en commerce, gestion et ingénieur chargé d'études. La direction réfléchit également au recrutement de 1 soudeur pour AFSYS et un monteur à APC.

Pour la CFDT, chacun de ces recrutements est soumis à l'aval de la direction centrale c'est donc un signe positif quant aux engagements pris pour redresser la situation.

◆ Point sur les Taux d'unité d'oeuvre 2008 et leur structuration.

La structuration des TUO par activité (une quinzaine différentes) montre la démarche analytique mise en oeuvre afin d'intégrer tous les coûts : Masse salariale, fluides, loyers et charges locatives, entretien production, consommables, informatique, gardiennage et sécurité, frais de mission, impôts...

Pour information, la masse salariale représente 58,3% de cet ensemble, les autres postes se situant entre 7% pour les fluides (eau électricité, gaz) et 1,2% pour les frais de mission.

Concernant les loyers et la maintenance représentant respectivement 6% et 4,7 %, **la CFDT** a fait part du fait que le propriétaire (CGPF) se devait de maintenir en état les infrastructures pour assurer la sécurité des personnels et des installations qui elles mêmes devaient être maintenues en état afin d'assurer leur fonctionnement optimal dans le but de satisfaire au cahiers des charges des clients. On peut observer que cette règle qualitative incontournable a bien du mal à être respectée.

Concernant la structure des coûts par BU, le secteur usinage TTS représente 49,2%, l'ingénierie 19,8%, MCO 13,8%, secteur hors production (Direction, RH, finances) 8%, les Frais Hors Production 9,2%.

Les TUO affectés aux activités découlent de tout ceci, ils ont été établis en phase avec le marché et avec nos moyens de production. Pour des raisons commerciales et de confidentialité nous ne pouvons pas les inscrire dans ce compte rendu.

◆ Info et consultation sur le projet de travail en 2X8 à la BU Ingénierie

Ceci concerne AFSYS, pour les réservoirs X84 GPL. Livraison de 3100 réservoirs entre 75 à 100 réservoirs / sem. pour une capacité actuelle de 50. Travail en 2X8, 2 équipes de 3 personnes (volontariat). Durée : 30 semaines. Horaires et indemnisation conformes à ce qui à cours dans le reste de l'établissement.

Les élus sesont prononcés favorablement à cette organisation.

◆ Information et consultation sur la modification des roulements des équipes à Bar

Les travaux d'automatisation de cette centrale ne sont pas réalisés car une nouvelle étude est en cours afin de renouveler les turbines et sécuriser l'ensemble avec l'automatisation. La direction se trouve dans une impasse car les personnels vont se retrouver à 9 au lieu de 11 puisque les intérimaires arrivent au terme de leurs contrats début avril.

Il y a un manque d'anticipation, de prévision, un manque de communication également. Dans ce contexte les personnels ne sont pas prêts d'accepter un fonctionnement qui poserait des problèmes de sécurité évidents tant pour eux que pour la sureté de fonctionnement de l'ensemble de la centrale car Les périodes où ils se trouvent seuls deviendraient beaucoup plus fréquentes. Certes, le port d'un PTI est en place pour les phases pendant lesquelles le salarié se trouve isolé mais ceci n'aide pas à résoudre les éventuels problèmes techniques.

Bien évidemment, vu le chiffre d'affaire de la centrale il n'est pas question de la faire fonctionner en mode dégradé et il convient de trouver la solution acceptable dans l'intérêt des personnels et de la production d'électricité.

Interpellée par la CFDT à plusieurs reprises sur le sujet, la direction affirme ne pas vouloir modifier les roulements actuels et envisage d'affecter temporairement deux personnes de Nexter avec les formations et habilitations nécessaires afin d'assurer une marche dite normale avec 11 personnes jusqu'à la fin des travaux.

Le CE n'a pas été consulté sur ce point puisque il n'y a finalement pas de modification de roulements proposée.

◆ Information sur la déclaration d'emploi des travailleurs handicapés

Suite au CE précédent où l'accord d'entreprise relatif à l'emploi des travailleurs handicapés avait été présenté ainsi que le rôle de la mission emploi handicap, la direction répond à son obligation de présenter au CE la déclaration d'emploi de ces personnels.

L'obligation d'emploi de travailleur handicapés est de 6% de l'effectif. Deux déclarations sont établies, Giat et Nexter

Mechanics. Compte tenu du nombre de personnels dans chaque entité, ceci fait 10 personnels pour Nexter et 3 pour Giat. Ne remplissant pas totalement ces obligations, même avec des marchés ou des prestations passées à des ateliers d'aide par le travail, les sommes reversées au financement de l'action emploi handicap sont de l'ordre de 15 KE pour Nexter et 6,3 KE pour Giat.

◆ Bilan de l'exercice 2007 de Nexter Mechanics

Le conseil d'administration ayant eu lieu, la direction répond à la demande CFDT de connaître les résultats 2007. Les chiffres sont en millions d'euros.

Carnet de commandes global : 32,2 dont 6,7 clients externes

Répartition / activité

Usinage /TTS : 4%; Ingénierie : 28%; MCO/APC : 68%

Prises de commandes : 35,5 dont 8,2 clients externes

Répartition / activité :

Usinage/TTS: 6%; ingénierie 24%; MCO/APC : 70%

Chiffre d'affaires : 29,7 dont 9,7 clients externes

Répartition/activité :

Usinage : 8%; Ingénierie : 33%; MCO/APC : 59%

Répartition du CA externe groupe :

Usinage 10%; TTS 9%; Ingénierie 30%; Hydraulique 14%; Syegon /22% ; AFSYS 15%

Répartition du CA interne groupe :

APC 13%; Usinage 1%; TTS 2%; ingénierie 10%; rechanges & réparations 49%; chenilles 25%

Résultats 2007 :

Les projections de résultats faits en décembre par le PDG sont confirmées, la marge opérationnelle est globalement négative avec des disparités importantes entre les différentes activités : Nous ne mettrons pas les chiffres dans ce document, ils sont consultables par ailleurs en interne. Chacun connaît la situation en usinage /TTS.

Pour la CFDT, les raisons sont connues (cf. CR CE précédent) et nous sommes sous observation attentive de la part du PDG du groupe. Avons nous d'autres choix que de redresser la barre au mieux afin de tenter de pérenniser les activités usinage et TTS qui, s'y elles étaient mises à mal entraineraient l'ensemble du site ? Ceci passe par la mobilisation de chacun d'entre nous mais il faut des investissements, des commerciaux et améliorer notre organisation et la communication entre les acteurs au sein de chaque atelier.

Pour la CFDT la partie n'est pas encore gagnée !

◆ Présentation du budget 2008 de Nexter Mechanics

Dans le même schéma que ci-dessus, la direction nous présente le budget 2008 de la filiale.

Le carnet de commandes 2007 a été exceptionnel, celui de 2008 est évalué à 19,6 ME dont 11,2 de l'état français, export, autres france et 8,4 du groupe Nexter.

Par activités ceci se répartit ainsi :

BU Ingénierie : 8,3 ME dont 3,4 ingénierie; hydraulique : 2; Syegon :1,9; AFSYS : 1

BU MCO/APC 7,8 ME dont 2,5 APC et 5,3 rechanges réparations.

BU Usinage/TTS : 3,5 ME dont 1,3 TTS.

Le chiffre d'affaires global prévu est de 27 ME :

BU ingénierie : 10,2 dont 6 ingénierie; 1,3 hydraulique; 1,9 Stegon; 1 AFSYS.

BU MCO/APC : 8,9 MCO rechanges et réparations; 4,4 APC

BU usinage/TTS : 3,5 dont 1,3 TTS

Compte de résultat 2008 prévu :

La marge brute 2008 attendue devrait dépasser les 3 ME en conséquence, la marge opérationnelle est prévue pour être légèrement positive toutes activités confondues.

◆ Contrats de maintenance

Pour 2008, les contrats ont été revus afin de faire de économies de l'ordre de 40 %. La structure du contrat de maintenance moyens de production est différente, il y aura mutualisation des moyens entre EXPRIMM et Cegelec qui sera le correspondant. Le contrat EXPRIMM restant identique.

Pour sa part, le contrat de nettoyage est revu, plus de rigueur, meilleur suivi, redéfinition des zones et fréquences de nettoyage sont à l'ordre du jour ainsi que des réunions mensuelles.

◆ Information et consultation sur les bilans des budgets 2007 du CE.

Nota : les comptes du CE sont contrôlés annuellement et validés par un expert comptable indépendant.

Budget de fonctionnement : Pour des recettes globales de 13990 E correspondant à une dotation de 11500 Euros (0,2% de la masse salariale brute non chargée) à laquelle s'ajoutent des remboursements d'assurance responsabilité civile et de renégociation de contrats d'assurance, le CE a dépensé 14 272 E au titre de 2007. Remplacement de matériel informatique et changement du système d'information de gestion plus efficace par la création d'un site qui va prochainement être ouvert aux personnels sont les points de dépenses exceptionnels de l'année 2007.

Budget des oeuvres sociales : Le bilan fait apparaître un excédent positif dû à des recettes exceptionnelles de 9300 E au titre de la renégociation centrale des subventions aux restaurants d'entreprise, la vente de bien du CE (estrade installée sous le self dont la salle a été mise à disposition du secours populaire).

En 2007, le CE a dépensé 160310 E pour l'ensemble des activités sociales dont les dotations ACL et formation des élus, et un remboursement de trop perçu de dotation 2006.

Les activités action sociale-vacances-voyages détente ont représenté 142000 E pour des recettes de 97500 E. Les gros postes de dépenses étant l'arbre de Noël, la billetterie, les chèques vacances (128 pour 2007), les aides aux vacances et les locations linéaires qui sont de l'ordre de 17000 E. Les voyages ne représentant que 10000 E d'investissement de la part du CE.

Les élus CFDT et CGT ont approuvé ces deux bilans.

◆ Information et consultation sur les budgets 2008 du CE

Budget de fonctionnement :

La dotation globale 2008 est de l'ordre de 13000 E. Les dépenses prévues sont à l'équilibre des recettes. Les postes sont identiques avec en plus la formation au nouveau logiciel de gestion lié au site du CE ainsi qu'à l'investissement sur un nouvel ordinateur plus performant.

Budget des oeuvres sociales :

Pour 2008, le CE maintient l'ensemble de ces prestations et y ajoute une aide à la rentrée scolaire budgétée à hauteur de 5000 E. L'autre évènement sera l'ouverture de son site pour faciliter l'accès du CE aux personnels qu'ils soient chez eux ou au sein de l'établissement. Ce site facilitera également la gestion des activités, de l'information et communication vers les personnels.

Les budgets dépenses/recettes sont équilibrés à hauteur de 160000 E dont 73850 E de dotations. Chaque prestation est bâtie selon les résultats 2007 avec des ajustements nécessai-

res liés à la hausse du coût de la vie. La différence recettes dépenses sur les oeuvres sociales indique que la totalité de la dotation devrait être utilisée en prestations pour les personnels. **Ces budgets prévisionnels ont été approuvés par les élus CFDT et CGT.**

Election des membres du Comité Central d'Entreprise.

La Direction Départementale du Travail et de l'Emploi des Yvelines ayant suivi la CFDT dans sa demande d'avoir 15 élus au CCE au lieu de 13 proposés par la direction, le site de

Tulle aura 2 élus titulaires (1 ouvrier et 1 Etam) et leurs deux suppléants qui siégeront au CCE. Ont été élus par 3 voix sur 5.

	Titulaires	Suppléants
Ouvrier	P. Pimont	N. Pouzaud
Etam	G. Coignac	L. Mercier

Après un trimestre perdu en tergiversations, le prochain CCE procédera enfin à l'élection de son secrétaire et à la mise en place des différentes commissions.

Restructurations au Ministère de la Défense.

Hypothèse

«Des hypothèses de travail» : c'est ainsi que le ministre de la défense a qualifié le document Réforme Générale de la Politique Publique opportunément diffusé sur le site «Le Point.fr» au cours de la semaine (article ci dessous). Si c'est une hypothèse, la CFDT souhaite qu'elle le reste définitivement.

Et pour le coup, il ne serait pas non plus absurde que le ministre arrête d'hypotéser de la sorte car cela commence à ressembler à n'importe quoi. Mais allez donc savoir pourquoi, l'hypothèse ça vous contamine, ça vous inspire et chacun s'y met aussi. Alors, afin d'arriver en fin d'exercice à un outil de défense digne de ce nom, la CFDT hypothèse allègrement une modernisation du ministère de la défense basée sur le dialogue, sur la volonté de mieux faire et non exclusivement sur des règles comptables où les personnels civils ne seraient plus la cinquième roue de la charette.

Les armées vont évoluer profondément, de même que la géographie militaire de la France. Et les effectifs des armées vont être réduits significativement, exactement de 34 966 emplois de soldats entre 2008 et 2014. Auxquels s'ajouteront 16 829 emplois civils, essentiellement d'ouvriers de l'Etat, qui seront confiés à des entreprises extérieures. Ces externalisations concernent des activités sans spécificité militaire particulière, comme l'alimentation, l'habillement, les simulateurs ou les travaux d'infrastructures. Cinquante-trois implantations nationales seront fermées (et 45 000 emplois supprimés), tandis que 109 sites seront « allégés » (verront leurs effectifs se réduire), et 51 autres, « densifiés ». Tels sont les éléments contenus dans un document de 99 pages, daté du 7 mars, dont *Le Point* a pris connaissance. Sous réserve de quelques précisions, c'est celui qui sera remis à Nicolas Sarkozy le 25 mars. Ce texte est la partie Défense de la « révision générale des politiques publiques » (RGPP) lancée le 12 décembre 2007 à l'Élysée. Le chef de l'Etat avait alors déclaré : « *La réforme de l'Etat, je l'ai promise, je la ferai.* » Ce qu'il fera aussi, si les vœux des armées se confirment, c'est qu'il annoncera lui-même la liste des fermetures. Les militaires estiment que le politique doit prendre ses responsabilités.

Les travaux de la RGPP-Défense ont été pilotés par le préfet François Lépine, président de la société

Lyon-Turin ferroviaire et ancien directeur de cabinet du ministre de la Défense François Léotard, et par le contrôleur général des armées, Dominique Conort. Ils ont consisté à rationaliser ce que le ministre de la Défense, Hervé Morin, aime à appeler le *back office*, connu par les militaires comme le « soutien ». Il s'agit donc de le rationaliser en réduisant ses coûts, mais il n'a pas été facile de rapprocher les points de vue de l'état-major et de l'escouade de contrôleurs des armées animant les travaux de la RGPP. Les points d'achoppement ont concerné l'entretien des matériels aéronautiques, la gestion des ressources humaines, la formation ou la gestion financière. Chaque fois, les armées estimaient que les particularités du fonctionnement des différentes forces exigeaient des filières spécifiques air-terre-mer, quand les contrôleurs voulaient au contraire les contraindre à mutualiser leurs moyens. Le symbole de cette rationalisation sera le regroupement des différents états-majors sur le site parisien de Balard, déjà baptisé « Pentagone à la française ». Faut-il croire, comme l'explique un officier ayant participé aux travaux, que « *les armées ont perdu, les technocrates ont gagné* » ? Ce n'est pas certain.

« **Bases de défense.** » En supprimant des organigrammes complexes venant se juxtaposer les uns aux autres et sans autre utilité que d'offrir des postes à des officiers généraux méritants, la réforme prône la création de « bases de défense » commandées par des colonels qui rassembleront dans une même entité tout le soutien indispensable aux forces. Il n'y aura plus d'implantation militaire aux effectifs inférieurs à 1 000 personnes (sauf les sémaphores et les relais radio). La RGPP introduit plusieurs innovations supplémentaires, dont un renforcement de l'autorité du chef d'état-major des armées sur les autres chefs d'état-major. Un autre point a fait l'objet d'âpres discussions : le rôle de la Délégation générale pour l'armement (DGA), intouchable Etat dans l'Etat dont l'autonomie sera réduite par la mise en place d'un comité d'investissement auprès du ministre.

La RGPP concerne la réorganisation du ministère de la Défense et du soutien aux forces opérationnelles, qui demeurent la raison d'être de l'appareil militaire. Dans quelques semaines, la publication du livre blanc que prépare la commission rassemblée autour du conseiller d'Etat Jean-Claude Mallet entraînera nécessairement d'autres évolutions, et surtout une baisse du nombre des unités opérationnelles. Les conclusions de la RGPP devront alors, sans aucun doute, être revues, et les rédacteurs du document notent à juste titre qu'il « *conviendra d'apprécier l'impact de la réduction du format sur le volume du soutien* ». **Pour les armées, c'est l'heure de la soupe à la grimace !**